



**2015/0313(COD)**

6.4.2016

**\*\*\*I**

## **PROJET DE RAPPORT**

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant  
le règlement (CE) n° 1406/2002 instituant une Agence européenne pour la  
sécurité maritime  
(COM(2015)0667 – C8-0404/2015 – 2015/0313(COD))

Commission des transports et du tourisme

Rapporteure: Marie-Christine Arnautu

### ***Légende des signes utilisés***

- \* Procédure de consultation
- \*\*\* Procédure d'approbation
- \*\*\*I Procédure législative ordinaire (première lecture)
- \*\*\*II Procédure législative ordinaire (deuxième lecture)
- \*\*\*III Procédure législative ordinaire (troisième lecture)

(La procédure indiquée est fondée sur la base juridique proposée par le projet d'acte.)

### ***Amendements à un projet d'acte***

#### **Amendements du Parlement présentés en deux colonnes**

Les suppressions sont signalées par des ***italiques gras*** dans la colonne de gauche. Les remplacements sont signalés par des ***italiques gras*** dans les deux colonnes. Le texte nouveau est signalé par des ***italiques gras*** dans la colonne de droite.

Les première et deuxième lignes de l'en-tête de chaque amendement identifient le passage concerné dans le projet d'acte à l'examen. Si un amendement porte sur un acte existant, que le projet d'acte entend modifier, l'en-tête comporte en outre une troisième et une quatrième lignes qui identifient respectivement l'acte existant et la disposition de celui-ci qui est concernée.

#### **Amendements du Parlement prenant la forme d'un texte consolidé**

Les parties de textes nouvelles sont indiquées en ***italiques gras***. Les parties de texte supprimées sont indiquées par le symbole ■ ou barrées. Les remplacements sont signalés en indiquant en ***italiques gras*** le texte nouveau et en effaçant ou en barrant le texte remplacé.

Par exception, les modifications de nature strictement technique apportées par les services en vue de l'élaboration du texte final ne sont pas marquées.

## SOMMAIRE

	Page
PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN .....	5
EXPOSÉ DES MOTIFS .....	11



## PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1406/2002 instituant une Agence européenne pour la sécurité maritime

(COM(2015)0667 – C8-0404/2015 – 2015/0313(COD))

(Procédure législative ordinaire: première lecture)

*Le Parlement européen,*

- vu la proposition de la Commission au Parlement européen et au Conseil (COM(2015)0667),
  - vu l'article 294, paragraphe 2, et l'article 100, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, conformément auxquels la proposition lui a été présentée par la Commission (C8-0404/2015),
  - vu l'article 294, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,
  - vu l'avis du Comité économique et social européen du 16 mars 2016<sup>1</sup>,
  - après consultation du Comité des régions,
  - vu l'article 59 de son règlement,
  - vu le rapport de la commission des transports et du tourisme et l'avis de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (A8-0000/2016),
1. arrête la position en première lecture figurant ci-après;
  2. demande à la Commission de le saisir à nouveau, si elle entend modifier de manière substantielle sa proposition ou la remplacer par un autre texte;
  3. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux parlements nationaux.

### Amendement 1

#### Proposition de règlement

##### Considérant 1

*Texte proposé par la Commission*

(1) Les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes sont responsables

*Amendement*

(1) Les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes sont responsables

---

<sup>1</sup> Non encore paru au Journal officiel.

d'un large éventail de missions, comprenant notamment la sécurité et la sûreté maritimes, les opérations de recherche et sauvetage, le contrôle aux frontières, le contrôle des pêches, le contrôle douanier, l'application générale de la législation et la protection de l'environnement. L'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes, l'Agence européenne de contrôle des pêches et l'Agence européenne pour la sécurité maritime devraient par conséquent renforcer leur coopération, aussi bien entre elles qu'avec les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes, afin d'améliorer l'appréciation de la situation maritime et d'étayer une action cohérente et efficace au regard des coûts,

d'un large éventail de missions, comprenant notamment la sécurité et la sûreté maritimes, les opérations de recherche et sauvetage, le contrôle aux frontières, le contrôle des pêches, le contrôle douanier, l'application générale de la législation et la protection de l'environnement. L'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes, l'Agence européenne de contrôle des pêches et l'Agence européenne pour la sécurité maritime devraient par conséquent renforcer leur coopération, aussi bien entre elles qu'avec les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes, afin ***d'empêcher les drames en mer liés à l'immigration clandestine, de garantir un niveau élevé de sécurité aux navires transportant des passagers et aux navires marchands, de les aider à fermement s'opposer aux départs des embarcations clandestines par tous les moyens légaux,*** d'améliorer l'appréciation de la situation maritime et d'étayer une action cohérente et efficace au regard des coûts,

Or. fr

## Amendement 2

### Proposition de règlement Considérant 1 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***(1 bis) Cette coopération qui se fonde principalement sur l'échange d'informations et l'apport d'un soutien technique et matériel aux autorités nationales investies des fonctions de garde-côtes devrait rester sous le contrôle étroit des États membres directement concernés par les opérations de l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes;***

### Amendement 3

#### Proposition de règlement

##### Article 1 – point 1

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 - paragraphe 4 bis (nouveau)

#### *Texte proposé par la Commission*

(4 bis) L'Agence coopère avec l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes et avec l'Agence européenne de contrôle des pêches afin de soutenir les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes en fournissant des services, des informations, des équipements et des formations, ainsi qu'en coordonnant des opérations à objectifs multiples.

#### *Amendement*

(4 bis) L'Agence coopère avec l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes et avec l'Agence européenne de contrôle des pêches afin de soutenir les autorités nationales investies de fonctions de garde-côtes, ***principalement dans leur lutte contre les franchissements illégaux des frontières extérieures maritimes et les infiltrations de terroristes***, en fournissant des services, des informations, des équipements et des formations, ainsi qu'en coordonnant des opérations à objectifs multiples ***sous l'autorité des États membres concernés***.

Or. fr

### Amendement 4

#### Proposition de règlement

##### Article 1 – point 2

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 ter - paragraphe 1 - point b

#### *Text proposed by the Commission*

b) la fourniture de services de surveillance et de communication fondés sur des technologies de pointe, notamment des infrastructures satellitaires et terrestres et des capteurs embarqués sur tout type de plateforme, ***notamment*** des systèmes

#### *Amendment*

b) la fourniture de services de surveillance et de communication fondés sur des technologies de pointe, notamment des infrastructures satellitaires et terrestres et des capteurs embarqués sur tout type de plateforme, ***y compris*** des systèmes

d'aéronefs télépilotés;

d'aéronefs télépilotés;

Or. fr

*Justification*

*Il s'agit là d'une simple question de formulation, l'amendement visant à supprimer la répétition du terme "notamment".*

**Amendement 5**

**Proposition de règlement**

**Article 1 – point 2**

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 ter - paragraphe 1 - point d

*Text proposed by the Commission*

d) le partage de capacités, incluant la planification et la mise en œuvre d'opérations à objectifs multiples et le partage de ressources et d'autres capacités entre secteurs d'activité et au-delà des frontières.

*Amendment*

d) le partage de capacités, incluant la planification et la mise en œuvre d'opérations à objectifs multiples et le partage de ressources et d'autres capacités entre secteurs d'activité et au-delà des frontières ***sous le contrôle étroit des États membres concernés et dans le but principal d'empêcher la violation des frontières maritimes extérieures par des embarcations transportant des clandestins et de lutter contre les infiltrations terroristes;***

Or. fr

*Justification*

*Cet amendement a pour objectif de mieux définir l'objectif principal de la coopération qui doit être d'assurer l'inviolabilité des frontières extérieures maritimes et de mettre fin à l'immigration clandestine. L'amendement vise aussi à rappeler que les États membres concernés par les opérations de la "nouvelle" Agence Frontex doivent être en mesure de contrôler efficacement leur bon déroulement et la stricte observation des objectifs fixés en matière de lutte contre l'immigration clandestine et le terrorisme.*

**Amendement 6**

**Proposition de règlement**

**Article 1 – point 2**

PE580.572v02-00

8/14

PR1092227FR.doc



*Text proposed by the Commission*

*Amendment*

***d bis) la rédaction d'une étude annuelle sur l'action des garde-côtes et de leurs autorités dont le pays est réputé avoir une frontière maritime hermétique;***

Or. fr

*Justification*

*Afin de mettre fin aux naufrages en mer et à l'action criminelle des passeurs, des États ont pris des mesures ambitieuses (arraisonnement des embarcations, expulsion des eaux territoriales,...) pour empêcher les franchissements illégaux de leur frontière maritime. Cette approche a prouvé son efficacité, au large des côtes australiennes notamment où l'on ne déplore plus aucun naufrage depuis des mois. L'UE doit s'inspirer de cette réussite incontestable pour dissuader les clandestins de payer des passeurs en vue de se rendre en Europe à bord d'embarcations frêles et surchargées.*

## **Amendement 7**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 1 – point 2**

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 ter - paragraphe 1 - point d ter (nouveau)

*Text proposed by the Commission*

*Amendment*

***d ter) la participation à de vastes campagnes de communication ayant pour objet de :***

***i) fermement dissuader les immigrants clandestins de s'embarquer dans des traversées maritimes périlleuses en les prévenant que tout franchissement illégal de la frontière extérieure maritime est passible de sanctions, dont le renvoi immédiat vers le pays de départ ou tout autre pays tiers avec lequel l'Union et les États membres ont des accords de réadmission,***

***ii) mettre en garde les passeurs et les trafiquants d'êtres humains en les prévenant qu'ils seront déférés devant les***

*autorités judiciaires compétentes et que  
leurs embarcations seront détruites,*

Or. fr

*Justification*

*Cet amendement s'inscrit dans la continuité du précédent. Ces campagnes de communication, à l'instar de la campagne "No Way" en Australie, sont destinées à mettre fin à l'odieux trafic des êtres humains et à mettre les migrants face à leurs responsabilités en les prévenant qu'aucune intrusion illégale des frontières extérieures ne sera tolérée. Elles ont aussi vocation à indiquer que les opérations en mer du "nouveau" Frontex sont des opérations de police qui n'ont pas pour objectif d'aider les clandestins à se rendre en Europe, ce qui les rendraient complices des passeurs.*

**Amendement 8**

**Proposition de règlement**

**Article 1 – point 2**

Règlement (CE) n° 1406/2002

Article 2 ter - paragraphe 3

*Texte proposé par la Commission*

3. La Commission ***peut*** adopter, sous la forme ***d'une recommandation***, un manuel sur la coopération européenne relative aux fonctions de garde-côtes, contenant des orientations, des recommandations et des bonnes pratiques pour l'échange d'informations et la coopération au niveau national, au niveau de l'Union et au niveau international.

*Amendement*

3. La Commission, ***le Conseil ou le Parlement européen peuvent*** adopter, sous la forme ***d'un avis***, un manuel sur la coopération européenne relative aux fonctions de garde-côtes, contenant des orientations, des recommandations et des bonnes pratiques pour l'échange d'informations et la coopération au niveau national, au niveau de l'Union et au niveau international.

Or. fr

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### Contexte général de la proposition

En 2015, un seuil a été franchi dans la crise migratoire qui affecte les pays européens. Officiellement, plus d'un million de personnes sont en effet entrées dans l'Union européenne cette année-là. Selon Frontex, il y a 1,83 million de franchissements illégaux de la frontière extérieure européenne contre 283 500 l'année précédente. 1,04 million de ces franchissements ont eu lieu en Grèce et en Italie. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR) affirme également que 1 015 078 personnes ont clandestinement rejoint l'Europe en traversant la mer Méditerranée.

Ces arrivées massives entraînent avec elles des milliers de drames aux portes de l'Europe. À cet égard, la mer Méditerranée concentre actuellement les tragédies puisqu'en 2015, sur le nombre total des immigrés morts noyés qui s'élève à 5 350 dans le monde, 3 771 d'entre eux, si l'on se réfère aux chiffres officiels fournis par le HCR, ont péri en mer Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe que ces migrants perçoivent à tort comme étant un eldorado. Depuis le début des années 2000, celle-ci aurait été le cimetière de quasiment 25 000 clandestins.

Malgré la volonté affichée par les institutions européennes et par certains chefs d'État européens d'endiguer les flux migratoires et de réduire les tragédies en mer, les arrivées massives d'immigrés sur le sol européen ne tarissent pas. Au cours du mois de janvier 2016, il y a eu près de 55 000 traversées d'immigrés en mer Méditerranée, voire davantage puisque l'Agence Frontex indique qu'ils étaient 68 000 à atteindre les côtes grecques durant cette période.

En dépit de l'organisation de plusieurs opérations de surveillance militaire et humanitaire sous l'égide de l'Italie avec l'opération *Mare nostrum* (octobre 2013-octobre 2014 ; coût : 9 millions d'euros par mois) ou de Frontex avec les opérations *Indalo* (2014 ; coût : 3,3 millions d'euros par mois), *Aenas* (2014, coût : 2 millions d'euros par mois), *Hermès* (2014, coût : 4,2 millions d'euros par mois), *Poséidon* (2014-2015 ; coût : 6,6 millions d'euros par mois pour les opérations maritimes), ou encore *Triton* (depuis novembre 2014 ; coût : 2,9 millions puis 9,3 millions d'euros par mois), les naufrages ont continué et continuent encore de se produire en mer Méditerranée.

Entre septembre 2015 et février 2016, un peu plus de 300 enfants ont trouvé la mort par noyade selon l'Organisation internationale pour les Migrations. Pour le seul mois de janvier 2016, cette même organisation recense 244 victimes. Les hausses par rapport aux années précédentes sont conséquentes. En définitive, les opérations organisées par l'Italie puis celles coordonnées par l'Agence Frontex incitent davantage de migrants à s'embarquer dans des traversées périlleuses. Elles sont une invitation à l'immigration illégale et au trafic d'êtres humains et sont la cause de naufrages supplémentaires.

L'image véhiculée par les médias consistant à mettre en avant des migrants fuyant la guerre avec leurs enfants en bas âge n'est pas corroboré par les réalités des chiffres officiels fournis

par l'agence Frontex et le HCR. Ainsi 80 % des migrants et demandeurs d'asile arrivés en Europe par la voie maritime en 2015 seraient des adultes et 65 % des hommes contre 14 % de femmes et 20 % d'enfants. En janvier, la Commission européenne a elle-même reconnu qu'au moins 60 % des arrivants du mois de décembre 2015 ne sont pas des réfugiés mais des immigrés économiques.

Les coûts engendrés par la crise migratoire sont gigantesques alors même que la situation économique de la plupart des pays de l'Union est difficile. Pour l'année 2016, les ministères des Finances des seize Länder allemands prévoient déjà 17 milliards d'euros de dépenses supplémentaires, en se basant sur l'arrivée de 800 000 immigrés alors même que les observateurs s'attendent en réalité à ce que leur nombre dépasse le million comme en 2015. L'immigration massive que nous subissons a également un coût sécuritaire : pour reprendre l'exemple allemand les chiffres officiels partiels du bureau pénal fédéral (BKA) indiquent que plus de 200 000 délits et crimes ont été commis par les « réfugiés » de janvier à décembre 2015, les agressions sexuelles à Cologne n'étant pas incluses.

Pour les passeurs, la générosité de l'Union européenne est une manne financière qui se chiffre en milliards d'euros (6 milliards d'euros, dont 2 milliards en Turquie, selon les données d'Europol, pour la seule année 2015). Elle est aussi une opportunité pour les réseaux criminels qui sévissent en Europe comme l'a révélé Europol en janvier dernier. Son responsable Brian Donald a reconnu que 10 000 enfants migrants avaient disparu et qu'une partie d'entre eux seraient aux mains de trafiquants.

Aux réseaux criminels, s'ajoute l'épineuse question du terrorisme. Lors d'une audition à la commission des affaires européennes du Sénat français, le 10 février dernier, le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme a lui-même reconnu « *la toxicité du lien noué entre terrorisme et migrations.* » Plusieurs dirigeants européens, à l'instar de l'actuel ministre de la Défense français, craignent l'infiltration des flux migratoires par des terroristes, notamment ceux en provenance de Libye. Le directeur d'Europol estime pour sa part qu'entre 3 000 et 5 000 terroristes de l'État islamique se seraient ainsi introduits en Europe. Les attentats de Paris du 13 novembre 2015 en ont apporté la triste preuve.

Enfin, l'immigration est une tragédie pour les pays de départ. Les dirigeants européens, lorsqu'ils appellent à accueillir toujours plus de réfugiés sous le prétexte de bons sentiments, organisent le pillage des forces vives des pays émergents, lesquels sont privés de leurs citoyens parmi les mieux formés.

### **Des réponses insuffisantes à la crise migratoire en mer Méditerranée**

Alors que la crise migratoire et humanitaire en mer Méditerranée perdure malgré les efforts déployés par les États membres et l'Agence Frontex pour venir en aide aux embarcations surchargées d'immigrés clandestins, de plus en plus de voix en Europe pointent du doigt l'inefficacité des mesures mises en œuvre par les autorités nationales et européennes pour résoudre la crise.

La réalité est implacable : les considérables moyens mobilisés par l'UE et ses États membres pour rechercher et sauver les migrants en mer sont autant de moyens qui favorisent les départs de clandestins et le développement des réseaux de passeurs qui profitent de la détresse des migrants pour développer un business lucratif.

En juin dernier, la porte-parole de l'Agence Frontex admettait que les immigrés continueraient d'affluer. Les opérations du type *Mos Maiorum* en octobre 2014, consistant à organiser de vastes opérations de contrôle d'identité aux frontières extérieures et à l'intérieur de l'espace Schengen, ne réduisent pas les flux migratoires faute d'une politique des retours efficiente. De même, l'opération militaire *Sophia* manque d'efficacité puisque les États participants se refusent à toute intervention dans les eaux territoriales libyennes sans mandat de l'ONU. Par ailleurs, les obligations de quitter le territoire, et les arrêtés d'expulsion ou de reconduite à la frontière restent rares et le plus souvent inappliqués.

Face à cette situation inadmissible, le secrétaire d'État à l'asile et aux migrations belge, Theo Francken, (dans l'émission « De Zevende Dag » sur la VRT, 3 mai 2015) a proposé la solution suivante : « *C'est sur la côte-même de la Libye que nous devons détruire les bateaux des trafiquants. Quel sens cela a-t-il de ne les détruire que lorsqu'ils ont atteint leur destination ?* » et d'ajouter : « *Le trafic international d'êtres humains est entre les mains d'organisations criminelles et de plus en plus de l'organisation terroriste État islamique* ».

L'actuel chancelier autrichien, Faymann Werner, abonde dans le même sens lorsqu'il préconise que « *tous les migrants arrêtés en mer Égée doivent être directement raccompagnés en Turquie.* » Selon lui, « *l'agence Frontex doit réceptionner les gens qui fuient vers la Grèce. Nous devons les sauver, tous. Mais après ces gens doivent être renvoyés directement en Turquie.* » Et, dans le cas où cela ne fonctionnerait pas, celui-ci indique qu'« *il faut passer au "Plan B" et donc protéger les frontières nationales.* »

Les peuples européens sont de plus en plus nombreux à s'opposer aux politiques migratoires que leur imposent certaines chancelleries et instances européennes. Les dirigeants des membres du groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) ont tenu compte de l'exaspération grandissante de leur peuple et ont refusé de trahir les légitimes aspirations de leurs compatriotes à conserver leur identité.

### **Position du rapporteur**

La Commission affirme être consciente de l'ampleur de la crise migratoire et entend y apporter une réponse par la mise en place de plusieurs mesures notamment dans le domaine des visas et par la réforme de l'Agence Frontex dont il est question ici. Les instances de l'UE estiment en outre que le nouveau plan UE-Turquie, établi le 18 mars dernier, devrait apporter une solution efficace à la crise migratoire alors même que cet accord a été obtenu en échange d'une libéralisation des visas pour les 80 millions de ressortissants turcs et après concession de 6 milliards d'euros. L'UE s'est ainsi mise dans une position de faiblesse par rapport à la Turquie, pays qui ne respecte déjà pas les accords de réadmission qu'elle a déjà signés avec la Grèce et l'UE et qui refuse de lutter avec fermeté contre les passeurs. Son gouvernement ne se privera pas d'exiger davantage de concessions européennes pour contrôler les frontières communes.

Dans cette crise sans précédent, l'UE et la mise en place de l'espace Schengen sont coresponsables avec la plupart des gouvernements des États membres. L'abattement des frontières intérieures au nom de la libre-circulation des personnes était un acte inconséquent tant il était évident que les États membres auraient des politiques migratoires contradictoires et qu'une partie d'entre eux ne respecteraient pas leurs obligations en matière de contrôle des

frontières extérieures.

Aussi, votre rapporteur estime-t-il que le rétablissement des frontières intérieures était nécessaire pour renforcer la sécurité des citoyens. Par ailleurs, il considère que la politique de l'UE, dans le strict respect de la souveraineté des États membres responsables en dernier ressort de la sécurité intérieure de leur territoire, se doit d'être plus ambitieuse en matière de contrôle de ses frontières extérieures et de renvoi des clandestins.

Pour ces raisons, votre rapporteur propose que l'Agence européenne pour la sécurité maritime soit davantage impliquée dans les opérations visant à dissuader les migrants à s'embarquer dans des traversées périlleuses, dans le cadre de la coopération avec l'Agence européenne des garde-frontières et des garde-côtes ainsi qu'avec les garde-côtes nationaux. Dans ce but, votre rapporteur préconise que l'AESM participe à la rédaction d'une étude annuelle s'inspirant des bonnes pratiques des corps de garde-côtes étrangers réputés pour l'efficacité de leur action aux frontières extérieures de leur pays. Votre rapporteur propose également l'organisation de vastes campagnes de communication soutenant les opérations de police, comme l'opération Sophia, dans les eaux internationales, opérations visant à démanteler les réseaux de passeurs et à renvoyer les migrants vers leur pays d'origine ou le pays d'embarquement.